

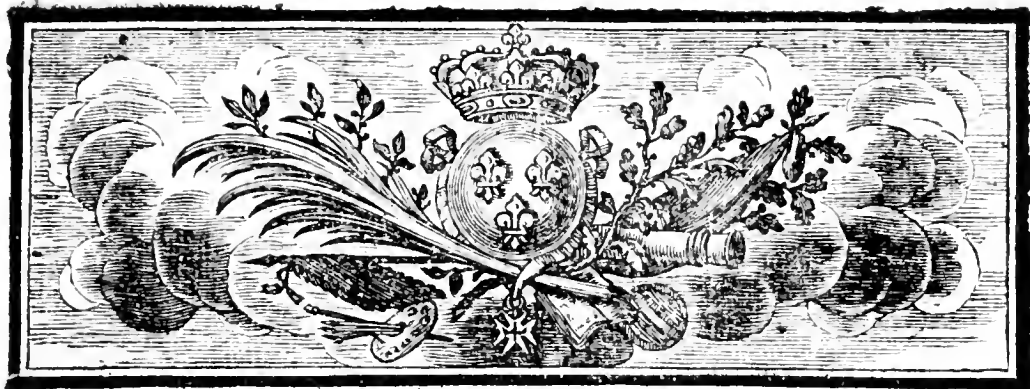
The
Recognition
of

A Memorial to the Founder
of the

*Lockheed Aircraft
Corporation*

Business Administration Library
University of California
Los Angeles





MEMOIRE

ET

CONSULTATION

POUR les Syndics & Directeurs de la
Compagnie des Indes.

CONTRE le sieur COTTEREL.

LE sieur Cotterel demande à la Compagnie des Indes pour récompense des services qu'il prétend lui avoir rendus, une somme d'un million trois cens quarante mille livres. Pour appuyer une créance si singulière & si exorbitante, il vient de distribuer avec la plus grande profusion un Mémoire imprimé, dans lequel il a rassemblé une foule de faits plus romanesques les uns que les autres. Comptant sans doute sur là

A

crédulité de ses lecteurs , & peut-être autant sur la difficulté où pourroit se trouver la Compagnie de faire vérifier les faits qu'il avançoit , il s'est permis d'imaginer tout ce qu'il a cru capable d'émouvoir & d'intéresser en sa faveur ; & il s'est flatté qu'à force d'exagérer ses prétendus services , il parviendroit à prouver la justice du prix qu'il y met.

Les Syndics & Directeurs obligés par devoir , & pour la défense des intérêts qui leur sont confiés , de combattre cette demande , vont le faire avec toute la simplicité qui convient à leur ministère. La fiction a guidé la plume qui les attaque , la vérité & l'équité conduiront la leur ; & si leur défense présente moins d'intérêt , ils espèrent du moins qu'elle offrira la preuve de l'esprit de justice qui n'a cessé de les animer , & dont le sieur Cotterel auroit lui-même éprouvé les effets , si les informations qu'ils ont faites avoient répondu au tableau qu'il leur avoit présenté avant que de l'offrir aux yeux du public.

Le sieur Cotterel s'est engagé dès sa jeunesse dans les emplois maritimes ; & il doit à la Compagnie de lui avoir donné le passage sur ses vaisseaux lorsqu'il fut obligé de quitter la navigation marchande en France. Le tems & l'expérience l'ont mis à portée de réunir dans ce genre les connoissances ordinaires. On voudroit ne rien dire de plus de ses talens ; mais il s'est si bien peint lui-même dans le Mémoire qu'il vient de publier , qu'on ne se reprochera pas d'ajouter ici que l'excès

de son imagination a souvent diminué le prix des qualités qu'il avoit acquises. Ses moindres services étoient , à l'entendre , des services d'Etat : simple Pilote , il avoit tout le mérite du Capitaine : élevé à ce grade , il se trouvoit toujours supérieur à ses fonctions ; & la Compagnie pendant tout le tems qu'il l'a servie , n'a jamais pû ni le payer d'assez de reconnoissance , ni apprécier les services qu'il lui avoit rendus.

Le sieur Dupleix , dont il invoque aujourd'hui le témoignage , l'avoit caractérisé dès 1747 , dans une lettre qu'il écrivoit au sieur du Laurent, Commandant à Madras. *Cet homme n'a toujours que des reproches à faire ; & , suivant lui , que ne doit-on pas lui payer ?* Mais on ne veut pour prouver combien est juste l'idée qu'on vient d'en donner , qu'emprunter les faits mêmes sur lesquels le sieur Cotterel fonde ses prétentions. En les analysant , on verra qu'il n'a jamais eu d'autre mérite que de grossir dans son imagination , comme il le fait aujourd'hui dans son Mémoire , les actions les plus simples & les services les moins extraordinaires.

Ces faits sont relatifs à trois chefs de demandes. Le sieur Cotterel conclut à des *indemnités* , à un *partage de droits* , & à des *récompenses*. Quelques réflexions vont prouver qu'il n'est aucune de ces demandes qui puisse être écoutée. Mais il faut rendre compte auparavant de la conduite qu'ont tenu les Syndics & Directeurs envers lui , & avant qu'il eut porté ses demandes en Justice. Il la qualifie de

deni de Justice. Ce reproche est conséquent à la manière de voir & d'apprécier ; voici en quoi consiste ce prétendu *deni de Justice.*

Le sieur Cotterel ayant fait éclore en 1752 les mêmes prétentions qu'il soutient aujourd'hui , les Syndics & Directeurs , au lieu de les rejeter , comme ils l'auroient pû faire sur l'inspection seule de la fable grossière dont elles étoient appuyées , crurent devoir faire précéder du plus sérieux examen le jugement que le sieur Cotterel leur demandoit. Dans cette vûe ils arrêterent par une délibération du 15 Mai 1752 , qu'on enverroit au Conseil supérieur de Pondichery les mémoires du sieur Cotterel , avec ordre de vérifier les faits qui y étoient exposés ; & qu'au cas où ces faits se trouveroient conformes à la vérité , il lui seroit payé une somme de vingt mille livres.

Le Conseil de Pondichery fit réponse le 19 Octobre 1753 : il écrivit à la Compagnie , *que le sieur Cotterel n'avoit rien fait dans l'Inde que ce que tout autre Employé auroit fait en sa place ; que l'emploi qu'on lui avoit donné à Pondichery de veiller à ce qui se passoit à l'Hôpital , devoit faire penser à la Compagnie de quoi on l'avoit cru capable ; & que le Conseil trouvoit ses représentations très-mal fondées.*

Cette réponse n'est parvenue qu'en 1755. Elle auroit dû peut-être déterminer les Syndics & Directeurs à ne plus écouter le sieur Cotterel ; mais cédant à ses nouvelles instances , & voulant ne lui laisser aucun prétexte de plainte , ils ont arrêté par

une nouvelle délibération du 29 Novembre 1756, qu'il seroit écrit de nouveau au Conseil de Pondichery , *pour qu'il s'expliquât plus particulièrement sur chacune des allégations du sieur Cotterel* : la Compagnie écrivit en conséquence ; elle recommanda entr'autres choses au Conseil , *de l'informer si une prétendue délibération du Conseil de Madras , dont le sieur Cotterel réclamoit l'exécution , existoit , & en ce cas d'en envoyer copie.*

Si ce n'étoit pas rendre justice au sieur Cotterel , c'étoit au moins prendre toutes les mesures qui pouvoient conduire à la lui rendre. Le sieur Cotterel s'est apparemment persuadé qu'on devoit en sa faveur s'écarter des routes ordinaires , & qu'il lui suffisoit de débiter ses aventures pour qu'on ne pût se dispenser de les croire. Peut-être aussi a-t-il craint le témoignage *circonstancié* que la Compagnie demandoit au Conseil de Pondichery , & que ce témoignage ne compromît les hauts faits qu'il s'attribue. Quoi qu'il en soit , sans attendre la réponse du Conseil de Pondichery , il a jugé à propos de porter ses plaintes aux pieds du trône , & d'y appeller les Syndics & Directeurs de la Compagnie des Indes.

On vient d'en dire assez pour les défendre des reproches qu'on leur fait. On en a peut-être aussi assez dit pour prouver qu'ils seroient en droit de demander qu'il fût surcis à faire droit sur les demandes du sieur Cotterel , jusqu'à ce que la Compagnie ait reçu les éclaircissémens qu'elle a

demandé au Conseil de Pondichery ; mais le sieur Cotterel crierait encore à l'injustice. Il faut lui en ôter tout prétexte : & si rien ne peut le guérir de l'habitude qu'il a de se plaindre , les Syndics auront au moins l'avantage de n'être plus l'objet de ses reproches , lorsqu'une fois la Justice souveraine du Roi aura elle-même prononcé.

PREMIER CHEF des demandes du sieur Cotterel.

I N D E M N I T É' S.

Ce premier chef de demande est annoncé par le sieur Cotterel sous le titre *d'indemnités*. Il porte sur trois faits.

1^o Le sieur Cotterel a été envoyé en 1737 par la Compagnie à Jugely , pour sauver la cargaison du vaisseau *le Fort Louis* , qui étoit de plus d'un million. Dans le cours de sa mission il a gagné une maladie qui lui a coûté sept mille livres ; ses hardes , son bagage , son argent furent perdus : premier motif d'indemnité.

2^o En 1739 le sieur Cotterel servant sur le vaisseau *le Maure* en qualité de Capitaine en second , a été assassiné par un homme de l'équipage qui avoit conçu le dessein de s'emparer du vaisseau : malgré deux coups de poignards , il poursuivit l'assassin , & l'empêcha de consommer son projet. Le vaisseau & sa cargaison sauvés , valoient un million , & la maladie du sieur Cotterel lui a coûté plus de cent pistoles.

3° Enfin dans la même année le sieur Cotterel est envoyé à *Yanaon* pour une commission importante. Il ne s'agissoit de rien moins que de conserver un Comptoir riche de plus d'un million. Il exécute ses ordres avec le plus heureux succès ; mais pour se charger des effets de la Compagnie , il est obligé de déposer à *Yanaon* ceux de son *port permis* , & ces effets ne lui sont revenus qu'après avoir été pillés ou gâtés. La perte qu'il y a faite a été de plus de quatre mille livres.

Tels sont les faits qui donnent lieu à l'indemnité demandée. Voici maintenant les moyens sur lesquels le sieur Cotterel établit cette indemnité. Il cite deux dispositions de l'Ordonnance de la Marine.

Par la premiere , la Loi ordonne *que le Matelot & l'Officier qui seront blessés au service du navire , ou qui tomberont malades pendant le voyage , seront pansés aux dépens du navire.*

Par la seconde , il est dit , *que le payement des pertes & dommages soufferts à l'effet de sauver la cargaison du navire , soit fait sur les effets sauvés.*

Avant que de discuter chacun de ces faits en particulier , une observation générale se présente sur le genre de preuve dont ils sont soutenus.

Le sieur Cotterel a joint à son Mémoire & à sa Requête , plusieurs certificats , les uns donnés par un Capucin , d'autres par un trompette du sieur Dupleix , d'autres enfin par différentes personnes qui ont été au service de la Compagnie , tous

donnés à Paris , & postérieurs de quinze à dix-huit années aux faits qu'on y atteste.

De tels certificats peuvent-ils être admis ? Cette question n'est pas difficile à résoudre. La Justice ne donne sa confiance qu'aux preuves résultantes des actes passés entre les Parties , ou aux preuves testimoniales qu'elle ordonne elle-même : toute autre espèce de preuve est rejetée , parce qu'elle peut être l'effet de la fraude & d'une complaisance criminelle , parce qu'en tout cas elle n'a pas la solennité & l'authenticité que le serment prêté en Justice donne aux dépositions des témoins.

Ces certificats rapportés par le sieur Cotterel , ne méritent donc aucune confiance. Les Syndics & Directeurs pourroient , à son exemple , lui opposer le témoignage du Conseil de Pondichery : mais ce titre , quoique plus respectable que ceux qu'il invoque , n'a pas non plus le caractère de preuve légale. Si donc par cette raison on écarte tous ces titres respectifs , quelle ressource peut rester au sieur Cotterel ? Toutes ses demandes sont le résultat des faits qu'il allégué. Puisqu'aucun de ses faits n'est prouvé , aucune de ses demandes ne doit être adoptée.

Cette réflexion acquiert , s'il est possible , une nouvelle force du laps de tems qui a précédé l'action que le sieur Cotterel a intentée contre la Compagnie des Indes.

C'est en 1737 & en 1739 que remonte l'époque de ces différens faits. Mais s'ils ont donné quelque

quelque droit au sieur Cotterel contre la Compagnie des Indes , par quel motif a-t-il différé jusqu'en 1751 à le faire valoir ? Par quelle raison ne s'est-il pas adressé directement à ceux qui étoient chargés aux Indes de l'administration de la Compagnie , & qui devoient avoir une connoissance personnelle de ses prétendus motifs d'indemnité ? Il dira peut-être qu'il l'a demandé , & qu'il n'a pas été écouté : mais le croira-t-on ? La Compagnie en auroit été instruite. Présamera-t-on qu'il soit demeuré attaché au service de la Compagnie pendant plus de douze années depuis l'époque de ces faits , malgré le deni de justice qu'on lui auroit fait essuyer ? Non sans doute ; & il est très-certain , dans le fait , que ce n'est qu'en 1750 , à son retour des Indes , qu'il a pour la première fois parlé d'indemnités , de récompenses , de partage de droits. Le silence auquel il s'est condamné pendant un si long-tems , s'élève donc aujourd'hui contre lui , & prouve mieux que tout ce qu'on pourroit dire le peu de cas qu'on doit faire d'une demande que tant de motifs l'auroient engagé à former plutôt , s'il l'avoit cru juste & digne d'être écoutée.

Mais enfin à quoi se réduisent ces faits ? Si on les détache du ton romanesque qu'on a emprunté pour en rendre l'exposition plus touchante , il ne doit rester d'autre idée de toutes les aventures & des grandes actions du sieur Cotterel , que celle qu'en a donné le Conseil de Pondichéry dans la

B

lettre par laquelle il écrivoit à la Compagnie , le *sieur Cotterel n'a rien fait dans l'Inde que ce que tout autre Employé auroit fait en sa place.*

1^{er} Fait,

Le sieur Cotterel met d'abord en ligne de compte une maladie qu'il prétend avoir gagnée au retour d'un voyage qu'il avoit fait pour le service de la Compagnie. Il ajoute qu'il perdit dans cette occasion , son argent , ses hardes , son bagage ; enfin il prétend que la Compagnie lui fut redevable de la conservation d'une cargaison qui valoit plus d'un million.

Cette dernière circonstance est la seule sur laquelle la Compagnie ait quelque lumière : mais ses preuves ne quadrent guères avec celles du sieur Cotterel. Elle produit la facture du chargement du vaisseau *le Fort-Louis* , & cette facture prouve que la cargaison ne valoit , argent de France , que 588 13 l. 7 sols 9 d. Tous les effets qui composoient cette cargaison furent perdus. On n'en sauva que pour 2753 liv. 17 s. 9 d. On veut que la Compagnie soit redevable au sieur Cotterel de la conservation de ces effets sauvés ; il s'en faudra toujours de 999700 liv. que les effets qu'il prétend avoir sauvés ne vallussent un million.

Vraisemblablement il y auroit le même décompte à faire sur l'histoire de sa maladie , & du naufrage de ses effets , si l'on pouvoit avoir l'éclaircissement de ces faits : mais quand on devroit ajouter foi au détail qu'il en a fait , l'indemnité à laquelle il conclut ne pourroit jamais lui être accordée.

En effet , le sieur Cotterel *n'étoit point alors engagé au service de la Compagnie*. Il en convient lui-même. C'étoit une commission particulière dont il fit l'entreprise , moyennant un prix qui fut convenu avec lui. Or dans un forfait de cette espèce , le Commissionnaire ne peut exiger que le prix convenu : & ce prix contient nécessairement l'indemnité de tous les risques & de tous les hasards.

Pag. 49
de son Mémoire.

C'est la décision précise des Loix. (a) Elles distinguent entre l'Associé & le Mandataire ; & en même-tems qu'elles veulent que l'Associé soit dédommagé de tous les mauvais événemens qu'il essuie , à l'occasion du service qu'il fait pour la Société , elles décident que le Mandataire n'a point un pareil recours ; & que s'il est volé , s'il fait naufrage , en remplissant son mandat , il doit l'imputer aux hasards qu'il a bien voulu courir , & non au mandat : *Magis casibus , quàm Mandato imputari oportet*.

Cette distinction répond à toutes les autorités citées par le sieur Cotterel. Ce que l'Ordonnance de la Marine décide en faveur du Matelot & de l'Officier , les Loix Romaines l'avoient décidé auparavant : & le motif de toutes ces Loix est tiré de la Société tacite que contractent entr'eux les Propriétaires du vaisseau , & ceux qui sont employés à le conduire. Mais le sieur Cotterel ne peut au-

(a) Non omnia quæ mandatarius impensurus non fuit , mandatori imputabit , veluti quod spoliatus sit à latronibus , aut naufragio res amiserit : nam hæc magis casibus , quàm mandato , imputari oportet. l. 6. §. 6. ff. Mandat. vel. cont.

toriser sa demande d'un pareil motif. *Il n'étoit point engagé avec la Compagnie* ; c'est lui-même qui l'atteste aujourd'hui. Il n'étoit que son Mandataire ; & il ne pouvoit dès lors à ce titre avoir d'action contre la Compagnie, que pour se faire payer du prix de sa Commission. Ce prix lui a été payé. Il le reconnoît. Il est donc absolument non-recevable dans ce premier objet de ses demandes.

2. Fait,

Ses prétentions sont plus spécieuses sur le second objet d'indemnité qu'il expose. Il étoit en effet, lors du voyage qu'il fit à Moka, employé au service de la Compagnie, en qualité de *Second*, ou de premier Pilote ; (a) & ce poste étoit même déjà une récompense des services qu'il avoit rendus dans le voyage d'Ingely : mais tout est pareillement exagéré dans le récit qu'il fait de son prétendu assassinat.

Il veut que la Compagnie lui soit redevable de la cargaison du vaisseau le Maure, qu'il porte encore à un million, quoiqu'il soit certain & prouvé par les livres de la Compagnie, qu'elle ne valut que 139202 liv. 8 s. & pour donner quelque couleur à la créance qu'il s'attribue à cette occasion, il prétend que le Matelot, qui voulut l'assassiner, avoit des complices, & qu'il avoit fait le projet de s'emparer du vaisseau.

En supposant ces faits conformes à la vérité, le sieur Cotterel devoit, sans doute, se contenter

(a) Dans la navigation d'Inde en Inde, le premier Pilote se qualifie Capitaine en second, & est la seconde personne sur le Vaisseau.

de la satisfaction d'avoir rempli son devoir, & d'avoir mérité l'approbation de ses Supérieurs : & si cette gloire ne suffisoit pas à ses desirs, s'il lui falloit autre chose, pour le consoler, que l'exemple de tant de François, qui, sans autre intérêt que celui de servir la Patrie, se dévouent tous les jours à la mort & à des accidens plus cruels que la mort même, on lui diroit, qu'il ne tenoit qu'à lui de faire constater dans le tems ses blessures, & de demander à la Compagnie, les secours qu'elle doit, & qu'elle donne tous les jours à tous ceux qu'elle employe ; qu'elle est même encore aujourd'hui disposée à lui tenir compte de ces prétendues dépenses de maladie, & qu'elle n'a différé jusqu'à présent à s'acquitter de ce qu'il prétend qu'elle lui doit à ce sujet, que dans le désir d'avoir les éclaircissimens qui lui étoient nécessaires ; mais l'aventure du sieur Cortterel ne mérite pas des réflexions si sérieuses ; & si les véritables circonstances qui l'ont accompagnée, peuvent donner lieu de le plaindre, il est au moins certain qu'elles ne l'autorisent pas à se faire, de son malheur, un titre contre la Compagnie, & à vouloir persuader qu'elle lui doit, d'avoir découvert & dissipé un complot, qui pouvoit lui enlever son vaisseau, & une cargaison d'un million.

Voici en effet ce qu'on apprit dans le tems à Pondichery du sieur de Solminiac, qui commandoit le vaisseau, lors de l'accident arrivé au sieur Cortterel.

Dans plusieurs parties de l'Inde , les Matelots Indiens sont dans l'habitude de se servir d'*opium*. La quantité qu'ils en prennent opere en eux un effet tout différent de celui qu'on connoît ordinairement. Ce remede les excite , les enhardit , les anime. Ils s'en servent quand ils vont au combat , ou lorsqu'ils se trouvent exposés à quelques dangers : la mesure ordinaire est une dragme ; c'est la dose du courage ; mais pour peu qu'ils l'excedent , ils deviennent furieux ; & dans l'accès , ils se portent aux plus grandes extrémités. Ils frappent , ils massacrent tous ceux qu'ils rencontrent ; & leur fureur est telle , qu'ils ne distinguent pas même ceux auxquels le sang les attache. Cette drogue est , par cette raison , prohibée sur toutes les côtes de l'Est. On appelle *Amoques* ceux qui sont dans l'usage habituel de s'en servir ; & il y a même , dans les Comptoirs Hollandois , une récompense de dix ducats , pour quiconque apporte la tête d'un *Amoque*.

Le prétendu assassin du sieur Cotterel , fut un Matelot timonier *Malaye* , qui , malheureusement , avoit pris une dose trop forte d'*opium*. Emporté par l'effet violent de cette drogue , il tua dans son accès , trois hommes , dont les enfans ne crurent pas avoir aucun dédommagement à demander à la Compagnie. Le sieur Cotterel ayant eû le malheur de se rencontrer sur son passage , il fut frappé comme beaucoup d'autres. On enterra les morts , & on les pleura : chaque blessé songea à se faire guérir , & on les soigna. Personne n'imagina alors que ce

fût un prétexte pour demander une indemnité, ni une récompense à la Compagnie.

Le sieur Cotterel ajoute que le projet de ce Matelot étoit de s'emparer de la cargaison, & que c'est au courage qu'il eut de poursuivre cet assassin, que la Compagnie est redevable de la conservation du vaisseau. Mais comment le sieur Cotterel a-t-il même pû se flatter de faire illusion ? On sçait que dans la rade de Moka, où, de l'aveu même du sieur Cotterel, le vaisseau étoit arrivé, les vents régnaient six mois du Sud, & six mois du Nord ; & qu'aussi-tôt que les vaisseaux y ont mouillé, on les dégrée entièrement. Cette circonstance exclut nécessairement toute idée de révolte & de conspiration ; parce qu'il est sensible que le Matelot, ni ses complices, n'auroient pû fuir avec un vaisseau totalement dégrée.

Voilà à quoi se réduit ce fait, que le sieur Cotterel présente avec tant d'emphase. Ses blessures qu'il montre avec plus d'étalage encore, n'ont pas même cette noble empreinte que donnent le courage & la valeur. Il voudroit les faire passer pour le fruit de ses services, & elles ne sont que l'ouvrage d'un forcené, dont il auroit peut-être pû se garantir, en veillant avec plus de soin sur les Matelots qui lui étoient subordonnés.

C'est avec moins de raison encore qu'il essaye 3. Fiat de se faire un titre d'indemnité de la perte qu'il prétend avoir essuyée sur *son port permis* dans le voyage d'Yanaon. Il dit qu'il a perdu sur les effets

de ce port-permis *plus de 4000 liv.* Mais il a malheureusement oublié de prendre quelque certificat sur cet objet. Dans la règle, il n'y avoit que le chef du comptoir qui pût lui en donner un. Mais celui même du sieur Survile, qu'il rapporte, ne parle ni du *vol*, ni du *pillage* de son port-permis. Ce certificat ne donne pas plus de lumière sur la quantité, ni sur la qualité de ces effets. Faudra-t-il donc en croire le sieur Cotterel sur sa simple parole, & le dédommager aujourd'hui d'un prétendu vol commis il y a 20 années, dont personne n'a eû connoissance, & dont lui-même ne s'étoit jamais plaint, avant le projet qu'il a formé à son retour des Indes, de mettre la Compagnie à contribution ?

SECONDE CHEF DE DEMANDE.

PARTAGE DE DROITS.

Le ridicule augmente avec les demandes du sieur Cotterel. On ne peut en effet rien imaginer de si absurde, que le partage de droits auquel il conclut. L'objet de ce partage est un vaisseau pris sur les Anglois en 1747, nommé *la Princeesse Amélie*. Le sieur Cotterel s'appliquant la disposition de l'Ordonnance, au sujet des prises faites sur l'ennemi, soutient qu'il lui est dû un million trois cents vingt mille livres ; sçavoir six cents soixante mille livres, faisant le tiers de la cargaison, *pour avoir donné le secret*, dont on s'est servi pour prendre

dre le vaisseau , & fix cens soixante autres mille livres , *pour avoir* , quelque tems après , *sauvé* , dit-il , *ce même vaisseau du naufrage & du danger qu'il couroit d'être pris par les ennemis.*

Distinguons les deux parties de cette demande. Quelques réflexions infiniment simples vont prouver qu'elles n'ont pas même le plus léger fondement.

PRISE DU VAISSEAU.

Le sieur Cotterel prétend que la prise du vaisseau *la Princesse Amelie* lui est due ; & à ce titre il demande d'abord , pour le tiers de la prise , fix cens soixante mille livres. Mais qu'a-t-il fait qui l'autorise à s'attribuer le mérite de cette prise ; & de quelle preuve appuie-t-il les faits qu'il débite à ce sujet ?

De son propre aveu , il n'a point quitté le port , où il commandoit en qualité de Capitaine de port. Il indique lui-même dans son mémoire les Officiers qui furent envoyés pour aborder le vaisseau ennemi , & qui n'eurent autre chose à faire qu'à l'*amariner*. Ce fut l'ouvrage des sieurs de la Rigaudiere & de Mauluc. Comment donc la prise peut-elle lui être dûe ?

C'est que j'ai , dit-il , *donné au sieur de Presmenil , qui commandoit alors à Madras , le projet pour la prise de ce bâtiment. C'est à mes conseils , à mes soins , à ma prévoyance , aux ressources de mon esprit*

qu'on est redevable du succès. L'invention m'est due, & le partage de droit doit être le prix de l'intelligence.

Il est bien singulier qu'après de pareils aveux, le sieur Cotterel invoque en sa faveur, la disposition de l'Ordonnance de la Marine. Elle porte que lorsqu'un vaisseau aura été pris sur l'ennemi, & qu'il aura été jugé de bonne prise, *les deux tiers appartiendront à ceux qui auront fourni le vaisseau avec les munitions & avituaillemens, & l'autre tiers aux Officiers, Matelots & Soldats.* Voilà deux classes de personnes qui ont droit de partager dans la prise; mais le sieur Cotterel ne peut évidemment se placer dans aucune. Il n'étoit pas *l'un des Propriétaires du vaisseau.* Il n'étoit pas non plus au nombre des *Officiers, Matelots & Soldats* qui ont fait la prise, puisqu'il ne quitta pas le port. Il n'a donc aucune qualité pour aspirer au partage de droit.

Il dit qu'il a donné le *projet pour la prise*, & qu'on est redevable du succès à *ses ressources & à son invention.* On pourroit lui répondre d'abord que l'Ordonnance n'a pas encore fixé la part de cette troisième classe de personnes, qui peuvent concourir à la prise d'un vaisseau ennemi, & que jusqu'à ce qu'elle ait attaché un prix particulier aux *ressources d'esprits & aux bons conseils*, il doit se contenter de la gloire d'être doué d'un génie habile & inventif. Mais qu'est-ce donc enfin que ce *projet, cette invention, ces ressources subites*, qui ont valu à

la Compagnie la prise de la *Princesse Amélie* ? Au ton exagéré & emphatique du sieur Cotterel , on s'est attendu sans doute à voir éclore un projet nouveau de manœuvre , une entreprise extraordinaire , un chef-d'œuvre d'invention inconnu à tous ceux qui nous ont précédé : c'est la montagne en travail ! Ce miracle d'invention a consisté à arborer sur le fort le pavillon Anglois , au lieu du pavillon François , afin de tromper les vaisseaux ennemis , qui ne seroient pas encore instruits de la prise de Madras , & de les engager par cette ruse à se rendre sous le canon de cette place.

On nous dispense , sans doute , de prouver qu'on connoissoit ce secret avant même que le sieur Cotterel existât. Il y a trop long-tems que l'intérêt des hommes a consacré la maxime , *Dolus , an virtus , quis in hoste requirat* , pour qu'on se persuade que c'est le sieur Cotterel qui a donné la première leçon de ce genre d'adresse & de ruse , dont il veut s'attribuer toute la gloire.

On nous dispensera aussi de répondre plus sérieusement à ce raisonnement qu'il propose dans son Mémoire : *Personne n'a demandé le partage de droit. Il est cependant dû à ceux qui ont fait la prise. Donc la prise est mon ouvrage ; & c'est à moi que le partage en est dû.* Au lieu de cette conséquence , il s'en présente un qui doit achever de confondre le sieur Cotterel. *Personne , dit-il , n'a demandé le partage de droit.* Mais pourquoi personne ne l'a-t-il deman-

dé ? c'est qu'il n'étoit dû à personne. Qu'on le remarque cependant : si le partage est dû , il doit appartenir , conformément à ce que prescrit l'Ordonnance , aux *Officiers Matelots & Soldats*. Le sieur Cotterel ne devoit donc , au plus , que demander une part d'*Officier* dans la prise : mais à quel titre enfin la lui accorderoit-on , tandis que , de tous les *Officiers* , de tous les *Matelots & Soldats* qui ont servi dans cette occasion , il n'en est aucun qui se soit cru en droit de former une pareille demande ; tandis que le Commandant même de Madras , le sieur de Presmenil , dont on prenoit les ordres , & qui a tout dirigé dans cette occasion , n'a pas crû que cette prise faite sur les ennemis , pût mériter un prix différent de celui qui étoit attaché à ses fonctions ordinaires ?

Nous venons de raisonner , en supposant que les faits exposés dans le Mémoire du sieur Cotterel soient vrais & prouvés : & dans cette hypothèse , toute favorable qu'elle lui soit , sa demande ne se trouve pas même appuyée du plus léger prétexte. Que sera-ce si , sortant de cette hypothèse , & rentrant dans le vrai , on ne trouve pas même le moindre commencement de preuve qui puisse venir à l'appui de ses faits ; s'il est prouvé au contraire qu'ils sont absolument faux ?

Malgré la facilité que le sieur Cotterel a trouvé auprès de plusieurs personnes , pour en obtenir des certificats favorables à ses prétentions , il n'a pû

parvenir encore à faire attester , par qui que ce soit , la moindre des circonstances qu'il débite , au sujet de la prise de la *Princesse Amélie*. Se flatte-t-il donc encore qu'on renversera sur cet objet , comme sur tous les autres , toutes les Loix de l'ordre judiciaire , les regles mêmes dictées par la raison ; & que , sur sa seule allégation , on adoptera tous les faits que son imagination lui a suggérés ?

Il essaye , dans son Mémoire , de réparer ce défaut de preuves : mais les réflexions qu'il propose à ce sujet , sont dignes du Roman auquel elles sont assorties. *La preuve de ces faits* , dit-il , *c'est 1°. le vaisseau la Princesse Amélie même. 2°. Le fait certain qu'aucun autre que le sieur Cotterel ne s'est dit l'inventeur du projet. 3°. La qualité de Capitaine de port qu'il avoit à Madras. 4°. Un autre vaisseau Anglois nommé la Bretagne , manqué quatre mois auparavant. 5°. Enfin un Brigantin Anglois pris à Madras le 13 Octobre précédent , par l'industrie du sieur Cotterel , & perdu depuis , par la négligence des autres Officiers.* Il ne manque sans doute à un pareil délire que d'avoir fait assigner le vaisseau *la Princesse Amélie* , le *Brigantin Anglois* , & le vaisseau *la Bretagne* , pour être entendus en déposition. Proposer de telles preuves , c'est convenir assez clairement qu'on n'en a aucune.

Mais les Syndics & Directeurs en ont une à laquelle le sieur Cotterel sera peut-être enfin obligé de céder. C'est une lettre du sieur de Presmenil ,

Cijj

qui commandoit à Madras , lors de la prise de ce vaisseau. Son témoignage ne peut être suspect; le sieur Cotterel l'invoque lui-même , & il a grand soin de se parer d'un certificat qu'il a obtenu de ce Commandant en 1747. En rendant justice à ses bonnes qualités , le sieur de Presmenil n'a pas cru devoir refuser l'hommage qu'il devoit à la vérité: mais avant que de rapporter la lettre de ce Commandant , il ne sera pas inutile de transcrire ici celle du sieur Cotterel , qui y donna lieu. Il s'étoit flatté que le sieur de Presmenil voudroit bien se prêter à lui donner un attestation favorable : & il faut convenir qu'on ne pouvoit mieux s'y prendre qu'il le fit , pour déterminer cet Officier. Sa lettre étoit ainsi conçue.

» M. vous ne pouvez pas avoir oublié les cir-
 » constances de la prise du vaisseau la Princesse
 » Amélie; vous êtes sans doute intimement con-
 » vaincu que c'est à moi que la Compagnie est par-
 » ticulierement redevable de cette prise. Je suis très-
 » persuadé de mon côté que vous êtes prêt à l'at-
 » tester. C'est dans cette confiance, Monsieur, que
 » je vous envoie le projet d'un certificat dont j'au-
 » rai peut-être besoin auprès de la Compagnie. Je
 » compte, Monsieur, que vous ne vous refuserez
 » pas à la vérité de ce fait, & que ma déposition
 » dans l'affaire de M. de la Bourdonnais ne vous
 » empêchera pas de me rendre cette justice. La
 » conscience vous y oblige comme elle m'obligeoit

» moi-même à dire la vérité lorsque j'ai été inter-
 » rogé juridiquement. Je dois même vous dire ,
 » Monsieur , *que j'ai été circonspéct sur votre compte*
 » *autant qu'il m'a été possible de l'être , puis que je n'ai*
 » *pas montré les billets signés de vous pour la sortie des*
 » *effets de Madras , immédiatement après le départ de*
 » *M. de la Bourdonnais. J'ai ces billets entre mes*
 » *maines , je ne les ai montrés à qui que ce soit , & je*
 » *suis dans la disposition de vous les remettre , Mon-*
 » *sieur , lorsque vous m'aurez rendu la justice que j'ai*
 » *lieu d'attendre de vous.* Je vous prie donc de vou-
 » loir bien transcrire le projet du certificat ci-joint ,
 » & de le signer ; je vous enverrai vos billets sous
 » enveloppe , par le même porteur , qui me remettra
 » votre attestation. J'ai l'honneur d'être dans les sen-
 » timens d'une entière confiance , Monsieur , votre
 » très-humble & très obéissant serviteur Cotterel.
 » *Et par apostille.* J'attends incessamment l'honneur
 » de votre réponse.

Le sieur Cotterel avoit joint effectivement à
 cette lettre le modele du certificat qu'il demandoit.
 Il sera produit ; mais quelque engageant que fut le
 style de sa lettre , le sieur de Presmenil ne crût pas
 devoir trahir son devoir , & céder aux menaces
 qu'on lui faisoit. Il renvoya à la Compagnie la let-
 tre de Cotterel , & le modèle de certificat : & il y
 joignit la réponse qu'on a annoncée , & qu'il est
 tems de rapporter.

» Messieurs , ci-joint est la copie d'une lettre

» que m'a écrite le sieur Cotterel , & celle d'un cer-
 » tificat qu'il prétend que je dois lui donner. J'aurai
 » l'honneur de vous protester que je ne puis le faire
 » en conscience. Le sieur Cotterel n'a jamais eû
 » d'autre part à la prise du vaisseau la Princesse
 » Amélie , que celle d'avoir , en qualité de Capi-
 » taine de port , expédié des chelliques ; & eut-il
 » eû bonne grace de ne point exécuter avec activité
 » ce que je lui prescrivois dans cette occasion ? Je
 » puis même assurer une chose ; c'est que , comme
 » quelques autres , il traitoit cette entreprise d'ex-
 » travagante : mais lorsqu'une opération a réussi , &
 » doit faire honneur à celui qui l'a imaginée & con-
 » duite , tous jusqu'aux Matelots veulent s'en arro-
 » ger la gloire. Il y avoit long-tems que j'avois fait
 » & réfléchi ce projet , sur la faute que M. Paradis
 » avoit faite , lorsque *la Britannia* parut à Madras :
 » de long-tems & long-tems avant que la Princesse
 » Amélie parut , j'avois beaucoup raisonné avec
 » M^{rs}. Bruyere & Friell , plusieurs Officiers , notam-
 » ment M. de Vareilles , sur ce qu'il y avoit de
 » mieux à faire , s'il paroïssoit quelque navire de la
 » Compagnie d'Angleterre , qui ne fut pas informé
 » de la prise de Madras. C'est donc mal-à-propos
 » que le sieur Cotterel veut s'attribuer l'honneur de
 » la prise de ce navire. Le Conseil supérieur n'aura
 » pas manqué sans doute de vous envoyer , Mes-
 » sieurs , le détail de cette prise , tel que le lui en-
 » voya le Conseil de Madras. Vous y aurez vû que

» ce n'est qu'à ma fermeté , dans cette occasion ,
 » que l'on traita alors d'entêtement , que cette prise
 » est due. (a)

» Pour rendre un témoignage complet à la vé-
 » rité , j'ajouterai ici que quatre ou cinq jours après
 » la prise de ce vaisseau , deux vaisseaux de guerre
 » parurent & bloquerent la rade de Madras. Le
 » Neptune & la Princesse Amélie qui étoient déjà
 » dehors , pour se rendre à Pondichery , y rentre-
 » rent à la vue des vaisseaux Anglois. Je les fis
 » mouiller le plus près de la barre qu'il fut possible.
 » Dans cette même journée , le sieur Cotterel étant
 » venu me faire quelque rapport , je lui demandai
 » s'il ne sçauroit pas quelque manœuvre ou ruse ,
 » au cas que les ennemis s'avissassent de les canonner.
 » Le sieur Cotterel me fit le détail d'une façon de
 » mouiller leurs ancres qui , leur faisant présenter
 » le cap au large , donnoit moins de prise au ca-
 » non des Anglois. Le Conseil me parût d'autant
 » meilleur , que l'artillerie de nos vaisseaux ne pou-
 » voit les défendre contre celle des Anglois , qui
 » étoit de 18 & de 24. Je chargeai aussi-tôt les sieurs
 » Cotterel d'écrire l'ordre au Commandant de la
 » rade , pour mouiller les vaisseaux de cette façon.
 » Je le signai , & il fut exécuté. Le vent ayant aug-

(a) Le récit du sieur de Presmenil sembleroit aussi annoncer qu'il fallut beaucoup d'industrie & de soins , pour surprendre les Anglois , & se rendre maître du Vaisseau *la Princesse Amélie*. Il est aisé de voir qu'il vouloit tirer parti de la circonstance , & faire valoir ses services. Il est certain en effet que toute cette opération consista , comme on l'a dit , à arborer le pavillon Anglois , & qu'il n'y eut de difficulté que pour savoir si l'on rendroit le salut au Vaisseau ennemi sous ce même Pavillon.

menté , & la mer étant devenue houleuse , les
 » vaisseaux qui , dans cette situation , se présentoient
 » en travers à la lame , ne purent y tenir. Le con-
 » seil du sieur Cotterel devint inutile , & il fut ré-
 » servé pour une autre occasion. Voilà en homme
 » d'honneur , le seul conseil que j'aye reçu du sieur
 » Cotterel. Si j'en eusse reçu d'autres , je me ferois
 » un devoir de le dire avec la même franchise. »

Ce n'est pas le seul témoignage qui existe contre le sieur Cotterel. Les Syndics & Directeurs rapportent les lettres que le sieur de Presmenil & le sieur Friell , Conseiller au Conseil de Madras , écrivirent dans le moment de cette prise , au sieur Duplex , qui commandoit à Pondichery , pour l'instruire de tout ce qui se passoit. Le sieur Cotterel ne figure dans aucune de ces lettres ; on y parle de tous les Officiers qui ont eû part à la prise : on y fait même mention de ceux qui n'y ont concouru que par leurs conseils : mais on n'y trouve pas même le nom du sieur Cotterel.

Ajoutons enfin , & le sieur Cotterel en convient lui même dans son Mémoire , que cette prise fut en plus grande partie l'effet du hasard ; il n'y eut ni combat , ni victoire. Le Capitaine du vaisseau , que le salut rendu sous le pavillon Anglois avoit trompé , vint mouiller de lui-même sous le canon de Madras : ce fut , pour se servir des termes mêmes du sieur Friell , dans sa lettre du 28 Février 1747, *l'affaire du monde la plus paisible. Elle ne couta pas une goutte de sang.*

Aussi n'y eut-il personne qui songea alors à demander le partage de droits. Deux mois après, vingt-deux Officiers se réunirent, & écrivirent en corps au Conseil de Pondichery, pour demander une *recompense*. Aucun deux n'imagina que le partage de droits fût dû; on ne trouve rien dans leur lettre, qui sera rapportée, qui ait trait à une pareille prétention; mais ce qui doit plus étonner encore, c'est que cette lettre ne fût pas même soussignée par le sieur Cotterel, tant il étoit éloigné de s'attribuer la moindre part dans une prise qu'il veut faire regarder aujourd'hui comme son seul & unique ouvrage.

De quel terme qualifier, après de pareils témoignages, le ton d'assurance avec lequel le sieur Cotterel s'attribue la prise de la Princesse Amélie? & quelle foi peut-il mériter, lorsque sur l'objet le plus essentiel de toutes les demandes, il est démontré qu'il n'a cherché qu'à en imposer à la Compagnie? Touchée des malheurs dont il lui avoit fait la peinture, & ne pouvant se persuader que tout fut supposé dans le détail qu'il en faisoit, elle s'étoit déterminée à accorder à ses instances la délibération qu'elle prit en 1752. Elle eut été bien éloignée de prendre cette délibération si elle avoit pu imaginer jusqu'à quel point il cherchoit à lui faire illusion.

Ainsi deux points constans au sujet de la prise.
1°. Elle n'est pas l'ouvrage du sieur Cotterel. Il n'en rapporte aucune preuve: & la Compagnie prouve

le contraire. 2°. Quand il y auroit eu quelque part , il n'auroit fait que remplir les fonctions de son emploi , & il n'auroit rien eu à demander au-delà des apointemens dont ses services étoient payés.

RECOURSE DU VAISSEAU.

Sur cet objet le sieur Cotterel se présente avec des faits plus précis & plus soutenus en apparence : mais le systême de cette seconde partie de sa demande n'est encore qu'un vain fantôme qu'il est aisé de dissiper.

Il dit dans son Mémoire que , quelques mois après la prise du vaisseau , on le chargea d'une quantité considérable d'artillerie , pour l'envoyer au secours de Pondichery , qui étoit menacé d'être assiégé : mais qu'un coup de vent l'emporta , avec sa charge , de la rade de Madras , à celle de S. Thomé ; que son gouvernail ayant été démonté & ses mats de hune *calés* , il étoit dans un danger prochain de périr , & même d'être pris par les Anglois , dont l'escadre étoit peu éloignée ; que dans cet état , on eut recours à lui ; qu'on l'envoya chercher à Palliacatte , où il étoit , & qu'on lui proposa d'aller secourir ce vaisseau. Il ajoute que , voyant un danger imminent , dans la commission qu'on le prioit d'accepter , il ne put , quelque courage qu'il eut , de quelque zèle qu'il fut pénétré pour le service de la Compagnie , se refuser aux mouvemens que la nature lui inspiroit pour une

fille âgée de 14 mois , qui venoit de perdre sa mere , & qu'il alloit peut-être laisser sans pere : & que cette considération le détermina à exiger du Conseil de Madras une promesse , par laquelle ce Conseil s'engageoit , au nom de la Compagnie , *au cas qu'il arrivât accident au sieur Cotterel dans ce voyage , à nourrir sa fille & à l'entretenir jusqu'à ce que la Compagnie lui procurât un établissement convenable.* Il termine enfin ce récit par la peinture la plus vive de tous les dangers qu'il courut pour aller au secours du vaisseau ; & il conclut que pour cet objet , on lui doit encore le tiers de la cargaison , qu'il évalue à 660000 liv.

Cet exposé est séduisant ; il est cependant , comme tous les autres détails du sieur Cotterel , exagéré , supposé en plus grande partie , & incapable de donner lieu à aucune demande légitime contre la Compagnie.

Le sieur Cotterel n'a d'abord pour garant de tous ces faits , que le témoignage d'un Capucin qui étoit alors Missionnaire aux Indes Orientales , & qui , revenu en France , lui a donné en 1751 trois ou quatre certificats à la suite les uns des autres. Mais ce temoignage , quand il auroit été donné régulièrement & en Justice , ne prouveroit rien , parce qu'il est seul : *Testis unus , testis nullus.* De quelle autorité peut il donc être , n'ayant pas même le caractère d'une déposition juridique ?

Le sieur Cotterel joint à ces certificats une copie informe de la délibération qu'il soutient avoir été

prise par le Conseil de Madras au sujet de sa fille, en cas qu'il vint à périr dans ce voyage. Il rapporte encore, pour prouver que cette délibération a été réellement prise, une déclaration qu'il s'est fait donner à Paris en 1754 par le sieur Goffe, ci-devant Conseiller au Conseil de Madras. Mais cette prétendue délibération ne constate aucun des faits qu'il avance : on n'y fait mention ni de la tempête qui emporta le vaisseau hors de la rade, ni des prétendus accidens causés au vaisseau par le coup de vent ; on y prévoit seulement *le cas où il lui arriveroit quelque accident* ; ce qui est bien différent de l'idée du péril extrême qu'il présente dans son Mémoire, & de tous les dangers qu'il dit avoir courus pour sauver ce vaisseau.

Ajoutons deux autres réflexions sur cette délibération.

On a vû que sur les premières plaintes du sieur Cotterel, la Compagnie avoit dès 1752 adressé au Conseil supérieur de Pondichery les mémoires de ce particulier, pour s'informer de la vérité des faits qui y étoient exposés ; & que ce Conseil répondant aux Syndics & Directeurs, avoit attesté que *le sieur Cotterel n'avoit rien fait que ce que tout autre Employé auroit fait en sa place, & que ses représentations étoient très-mal fondées*. Ce témoignage rend bien suspecte la délibération qu'il invoque aujourd'hui. Elle ne se trouve pas sur les registres du Conseil ; personne même à Pondichery & à Madras n'a pû s'en rappeler le souve-

nir. Un esprit aussi fécond que celui du sieur Cotterel pourroit bien lui avoir seul donné l'être. On a d'autant plus lieu de se le persuader, que si cette délibération avoit existé, rien n'engageoit à la supprimer, le sieur Cotterel n'ayant essuyé aucun accident, & n'ayant eu dès-lors rien à prétendre en conséquence de cette délibération.

Mais voici une circonstance plus décisive encore.

Le sieur Cotterel prétend qu'il étoit à Palliacatte lorsque le vaisseau fut emporté & démâté par un coup de vent. Il ajoute que le sieur du Laurens, alors Commandant à Madras, ne trouvant de ressource qu'en lui, le manda pour lui confier la commission périlleuse de sauver ce vaisseau, & pour l'arracher à la fureur des flots & à celle des Anglois. Si ces faits sont vrais, on en doit trouver quelque trace dans les lettres qui furent écrites à ce sujet. Il n'en est cependant aucune qui donne même l'idée d'un danger apparent.

On a vû dans le Mémoire du sieur Cotterel celle que lui écrivit le 27 Octobre 1747 le sieur du Laurens, pour le faire venir de Palliacatte. Elle ne portoit autre chose qu'un ordre de se rendre *en toute diligence* à Madras. Dans le même tems le sieur du Laurens écrit à ce sujet au sieur Dupleix, en ces termes :

« J'ai eu l'honneur de vous écrire ce matin à » dix heures ; cet après midi j'ai reçu votre lettre » du 23. *Puisque vous ne jugez plus la présence du » sieur Cotterel nécessaire à Palliacatte, je lui ai écrit*

» de se rendre ici , s'il vouloit monter le vaisseau la
 » *Princesse Amélie* pour le mener à Pondichery , sinon
 » de rester en son poste : en ce cas je la donnerai
 » au sieur la Breteche , & la tiendrai prête à appa-
 » reiller au premier vent du nord. »

Que le sieur Cotterel accorde , s'il le peut , les faits qu'il avance avec cette lettre. Le sieur du Laurens le mande de Palliacatte ; mais ce n'est pas pour secourir , comme il veut le faire croire , un vaisseau *démâté* , un vaisseau exposé à la fureur des vents & à celle des Anglois ; c'est au contraire pour conduire ce vaisseau à Pondichery ; ce qui suppose qu'il étoit en très-bon état , & prêt à appareiller. Le Commandant de Madras est même si détaché des talens du sieur Cotterel , qu'il lui laisse la liberté de rester à son poste , & qu'il est tout prêt à lui substituer un autre Employé de la Compagnie. Mais la réponse du sieur Dupleix à cette lettre , est , s'il est possible , plus décisive encore : elle peint au naturel le genie du sieur Cotterel ; elle apprécie avec autant de justesse la valeur du service qu'il rendit dans cette occasion à la Compagnie.

Cette lettre est du 29 Octobre ; le sieur Dupleix s'y exprimait ainsi.

« Rien de forcé. Si le sieur Cotterel ne veut
 » point se charger de la *Princesse Amélie* , donnez-
 » vous bien de garde de lui en donner l'ordre (a)

(a) Le sieur Cotterel ne demandoit vraisemblablement cet ordre , que pour se faire un titre contre la Compagnie. Il préparoit dès-lors les prétentions qu'il vouloit former contre elle. Mais il n'avoit garde de les faire éclater dans un pays où l'on auroit su les évaluer leur juste prix.

» qu'il

« qu'il demande ; la chose n'en vaut en vérité pas
 « la peine , & le sieur la Breteche l'y conduira aussi
 « bien que lui. J'admire le style de sa lettre , dont
 « vous m'avez envoyé copie. Cet homme n'a toujours
 « que des reproches à faire ; & , suivant lui , que ne
 « doit-on pas lui payer ? »

On voit qu'il n'est parlé dans aucune de ces lettres de danger , de naufrage ni d'Anglois. Il n'étoit question que de conduire la Princesse Amélie de Madras à Pondichery ; & pour une commission de cette espèce , il ne falloit ni talens ni courage : tout autre s'en seroit acquitté comme le sieur Cotterel.

Toutes ces circonstances sont , pour ainsi dire , inconciliables avec la délibération alléguée par le sieur Cotterel : mais si , sur la foi du Pere René Capucin , l'on étoit tenté de croire qu'elle a existé , dans ce cas tout ce qu'on pourroit penser ; seroit que le Conseil de Madras manquant d'Officiers pour la conduite de la Princesse Amélie à Pondichery , le sieur Cotterel , accoutumé à faire valoir ses services & à les exagérer , auroit profité de la circonstance pour obtenir des Conseillers de Madras un engagement qu'ils auroient eux-mêmes négligé de porter sur le registre du Conseil , prévoyant qu'il n'auroit aucun objet par l'événement.

Voilà tout ce qui peut s'offrir de plus vraisemblable à l'esprit , en donnant même aux preuves informes dont s'étaye le sieur Cotterel , toute l'authenticité possible. Mais c'est trop s'étendre sur

des faits aussi indifférens en eux-mêmes : il est sensible en effet qu'en les admettant , il n'en pourroit naître aucune action contre la Compagnie.

On ne s'arrêtera point ici à prouver le ridicule des exagérations auxquelles le sieur Cotterel se livre au sujet de la cargaison de ce vaisseau. Il fait monter cette cargaison à plus de deux millions : & pour rendre cette évaluation vraisemblable , il dit que ce vaisseau étoit chargé de *munitions de guerre & de marchandises de toute espèce , qui devoient être d'un grand secours à Pondichery , où les fonds manquoient ; & qu'enfin il faisoit toute la ressource des François aux Indes.*

Après l'histoire qu'il fait lui-même de l'état de mort dans lequel il resta un jour pendant dix heures , on seroit tenté de lui dire que *c'est sa léthargie* qui lui a fait perdre la mémoire de tous les faits qu'il défigure aujourd'hui. Rien n'est en effet plus faussement supposé que tout ce détail. On en peut juger par les lettres des sieurs du Laurens & Duplex , qu'on a déjà rapportées. Ce dernier n'auroit pas assurément dit , en parlant de la conduite de ce vaisseau , *la chose n'en vaut pas en vérité la peine , si ç'eût été un objet aussi important que l'avance le sieur Cotterel.* Mais on produira les extraits des livres de la Compagnie , relatifs à tous ces faits : ils prouvent d'un côté que la cargaison du vaisseau ne valloit que 84195 liv. 7 s. 3 d. Ils feront voir d'un autre côté combien peu cette cargaison étoit nécessaire à Pondichery , & que cette ville étoit à

cette même époque abondamment approvisionnée de munitions , de vivres & de marchandises (a).

Au surplus , qu'on estime si haut prix que l'on voudra la cargaison de ce vaisseau , cette valeur fera toujours indifférente ; parce que le sieur Cotterel n'a aucun titre qui ait pû lui donner droit au partage qu'il demande.

D'où naîtroit en effet ce titre , seroit-ce de sa qualité de Capitaine de port ? Mais il n'en a donc jamais connu les fonctions. L'office de Capitaine de port ne consiste pas seulement à veiller sur le port , à y présider aux embarquemens & débarquemens , à y commander aux matelots ; le Capitaine de port est encore obligé de se porter avec *ses cheliques* ou bateaux par-tout où il y a du danger. Si un vaisseau se démâte , s'il est emporté hors de la rade , si le feu s'y met , c'est le Capitaine de port qui doit lui donner du secours ; il ne doit pas même attendre qu'il soit commandé ; c'est son premier devoir , c'est sa mission naturelle ; il est payé pour remplir ces fonctions , & pour courir les dangers qui en sont inséparables.

Quelle est donc l'illusion du sieur Cotterel , de vouloir appliquer ici ce que décide l'Ordonnance par rapport aux naufrages ! Elle ordonne , il est vrai ,

(a) Il résulte des pièces produites qu'au 1 Novembre 1747 , & par conséquent avant l'arrivée de la *Princesse Amélie* à Pondichery , il y avoit dans cette ville ,

372 Canons de fer.
49 Canons de fonte.
29 Pierriers.
47 Boîtes de fonte.
31 Mortiers de fonte.
4 Mortiers de fer.

48 Mortiers à grenade de fonte.
51265 Boulets ronds.
103 Boulets à deux têtes.
4113 Boulets de plomb.
3304 Bombes.
6899 Grenades.

le partage, lorsque le vaisseau ayant fait naufrage, les effets naufragés ont été trouvés en pleine mer, ou tirés de son fonds. Mais il n'est point ici question de vaisseau naufragé, ni d'effets trouvés en pleine mer, ou tirés de son fonds. Le sieur Cotterel lui-même n'a pas osé conduire jusques-là son roman; il ne parle que de danger prochain, que d'un naufrage à craindre. Ce n'est point pour ce cas-là qu'a disposé l'Ordonnance,

Il le prétend néanmoins: & pour aider au texte de la Loi, il invoque une foule de maximes triviales; il en appelle à la *raison* même de la Loi: *Ratio Legis*. Foible ressource! cette *raison* qu'il invoque ne sert qu'à le confondre. Il a été juste, sans doute, d'établir ce partage en faveur de ceux qui, sans y être obligés par leur état, s'exposent volontairement & gratuitement au risque d'aller chercher au milieu des flots des effets qu'ils ont engloutis, & qui étant abandonnés, sont censés n'avoir plus aucun propriétaire; mais il n'est dû aucune récompense, encore moins aucun partage à celui que le propriétaire emploie au recouvrement de ses effets, encore moins à celui qui n'a couru d'autres risques pour faire ce recouvrement, que ceux auxquels ses fonctions ordinaires l'exposent tous les jours.

Telle est en effet la distinction qu'autorise la raison & l'usage dans cette matière. La disposition même de l'Ordonnance suppose cette distinction; en même tems qu'elle ordonne ce partage, elle

reserve les deux tiers des effets *pour être déposés & rendus aux propriétaires*. Il est évident qu'il n'y auroit pas lieu à ce dépôt, si la *recouffè* étoit faite par les propriétaires eux-mêmes, & à leurs frais.

Il faut donc conclure d'après l'Ordonnance même, qu'il n'y a point lieu au partage lorsque le recouvrement des effets se fait par le propriétaire. Ceux qu'il employe à la recherche de ses effets naufragés, n'ont rien autre chose à prétendre que le paiement convenu de leurs peines & de leur travail. Or c'est précisément le cas où se seroit trouvé le sieur Cotterel en adoptant les faits de son Mémoire. Il étoit aux ordres de la Compagnie, il étoit appointé par elle : s'il a secouru le vaisseau, c'est qu'il a été commandé pour le faire ; & dès-lors qu'il étoit en cette partie, comme dans tout le reste de ses fonctions, employé & commandé par la Compagnie, ses services n'ont pû jamais l'autoriser à demander aucun *partage de droits*.

Ainsi qu'on admette si l'on veut toutes les aventures qu'il a plu au sieur Cotterel de hasarder, qu'on suppose même l'existence de la délibération du Conseil de Madras, tous ces faits prouvés ne lui donneroient aucun droit. Il en résulteroit qu'il a eu des dangers à courir dans l'exercice des fonctions qu'il a remplies pour la Compagnie : il en résulteroit même que, dans une occasion plus critique que les autres, le Conseil de Madras prévoyant qu'il pourroit lui arriver quelque accident, a bien voulu prendre des mesures pour récompenser dans

la fille les services du pere : mais on feroit toujours en droit de dire au sieur Cotterel , Vous n'avez fait que remplir votre charge ; elle vous imposoit toutes les obligations dont vous essayez aujourd'hui de vous faire des titres de créance ; vous avez enfin reçu le prix de vos peines , & dans les appointemens que vous receviez de la Compagnie , & dans les grades auxquels elle vous a successivement élevé.

TROISIEME CHEF DE DEMANDES.

R E C O M P E N S E S .

On en a déjà dit assez pour mettre à portée de juger s'il est dû au sieur Cotterel quelque récompense. Ce dernier objet de ses demandes est en effet le résultat des autres ; & l'on conçoit aisément que pour couronner des services si signalés , une somme d'un million trois cens mille livres seroit un trop foible salaire. Le sieur Cotterel a des vertus de plus d'une espèce : on peut payer les unes avec de l'argent comptant ; pour les autres , il lui faut des lauriers , des honneurs , des distinctions.

Mais à qui s'adresse-t-il pour obtenir de telles récompenses ? La Compagnie s'est épuisée pour reconnoître ses services : de premier Pilote elle l'a fait Capitaine de port , & successivement Inspecteur de l'Hôpital , sous-Marchand , enfin Capitaine de ses vaisseaux navigans d'Inde en Inde. C'est peu

sans doute pour un Officier dont *la vie a été exposée cent fois à la fureur des flots , & par qui toute l'Inde a vû des villes attaquées & prises , des villes défendues & conservées.* Mais elle n'a point de trophées qu'elle puisse consacrer à la mémoire de tant de conquêtes : elle n'a point de titre pour décorer celui à qui elle les doit : le Souverain seul pourroit acquitter une pareille dette.

Qu'il soit permis cependant , sans vouloir rien diminuer de la gloire dont le sieur Cotterel se présente environné , d'ajouter quelque chose à son histoire , pour l'honneur seulement des autres Officiers de la Compagnie , que le mérite d'un seul ne doit pas faire entièrement oublier.

Le siège de Madras est l'événement qui figure le plus dans le tableau des conquêtes du sieur Cotterel. Il dit , *qu'il fut chargé par le sieur de la Bourdonnaye des joins & du détail entier de ce siège ; & que les mouvemens qu'il se donna au parc d'artillerie , mirent la ville en état d'être bombardée le troisième jour du débarquement.* Il parle ensuite du siège de Pondichery , & il dit , *que dans la distribution des postes il se trouva chargé du commandement des batteries de la forteresse de Pondichery.* C'est après ces détails qu'il s'écrie : *Des villes attaquées & prises , des villes défendues & conservées , ne sont-ce pas des services assez importants ?*

De pareils traits rappellent à l'esprit l'histoire de ce soldat qui se vantoit d'avoir tué le Général Rutter. La prise de Madras & la défense de Pon-

dichery , sont à aussi juste titre l'ouvrage du sieur Cotterel.

A Madras il faisoit débarquer les munitions de guerre & de bouche , & les faisoit conduire au parc d'artillerie : à Pondichery il étoit employé en qualité de sous-Marchand & d'Inspecteur de l'Hôpital. Voilà ses titres pour s'attribuer l'honneur de ces deux avantages remportés sur les ennemis de l'Etat.

Mais comment n'a-t-il pas craint qu'on ne fit la comparaison de ces titres avec ceux des Officiers qui servoient alors pour le Roi dans la Compagnie des Indes ? Croit-il qu'on a oublié que ce fut le sieur de la Bourdonnaye qui fit le siège de Madras ; qu'il avoit sous son commandement deux cens Officiers brevetés du Roi ; que le Comte de Roostaing , aujourd'hui Lieutenant-Colonel d'artillerie au service du Roi , commandoit l'artillerie ; & que le sieur des Forges Boucher y servoit en qualité d'Ingenieur en chef ? Il auroit dû adapter du moins à cette partie de son roman , pour le rendre plus vraisemblable , quelque conte pareil à celui qu'il a fait au sujet de sa léthargie ; introduire encore sur la scène quelque femme Indienne , lui faire *piler* une seconde fois *des animaux en vie* , & attribuer à *l'infusion de ce jus* magique l'héroïsme dont il vouloit prendre le ton. On n'auroit peut-être pas été si étonné de voir par l'effet de cet enchantement secret , un simple Employé , sans grade militaire , & qui n'avoit rempli que des postes subalternes , se métamorphoser

métamorphoser subitement en Ingénieur , en Chef d'artillerie , en Général d'armée.

On ne relève que ce fait du Mémoire du sieur Cotterel : tous les autres seroient susceptibles des mêmes réflexions , & présentent le même ridicule : par-tout il exagere , ou même il invente. C'est trop dire cependant , il n'a pas même le mérite de l'invention , & l'on trouveroit plus d'une de ses aventures , celle entr'autres de la tempête qu'il dit qu'il essuya sur le Gange , calquée mot à mot sur des Romans qu'on lisoit autrefois.

Ses premiers mémoires donnés à la Compagnie , présentoient plus de simplicité & de vraisemblance. Il y exageroit ses services ; mais on pouvoit croire qu'il y en avoit de réels , & c'étoit ce qui avoit donné lieu à la délibération de 1752 & à celle de 1756 , par lesquelles on lui assuroit une gratification de vingt mille livres , au cas que les faits qu'il alléguoit se trouvassent vérifiés. Cette vérification n'est plus nécessaire , ou plutôt elle est déjà faite , & tout se réunit aujourd'hui pour faire proscrire les demandes du sieur Cotterel. Le Conseil de Pondichery atteste qu'il *n'a rien fait que ce que tout autre Employé auroit fait en sa place*. Le sieur de la Bourdonnaye , répondant aux mémoires du sieur Cotterel que la Compagnie lui avoit adressés pour avoir son avis , a attesté la même chose. Enfin le Comte de Roostaing , invité par les Syndics & Directeurs de se rendre à l'une de leurs assemblées , a tenu le même langage ; & il a notamment attesté

qu'il n'avoit employé le sieur Cotterel lors du siège de Madras, dans aucune partie de l'artillerie qu'il commandoit.

Mais plus décisif encore que tous ces témoignages, le propre Mémoire du sieur Cotterel assure sa défaite & sa condamnation. Tout y est marqué au coin de l'exagération & du mensonge. Les faits mêmes qu'on auroit pû y adopter, perdent toute créance par leur liaison avec d'autres faits, ou dénués de toute vraisemblance, ou même démontrés faux : en un mot, son Mémoire ne présentera jamais à l'esprit même le plus crédule, que l'assemblage bizarre de demandes & de faits plus ridicules les uns que les autres.

Quelle illusion a donc été la sienne, de s'imaginer qu'il obtiendrait à titre de justice ce qu'on ne pourroit pas même lui accorder à titre de grace ? Qu'on réfléchisse en effet un instant sur la qualité des Syndics & Directeurs, & qu'on juge s'ils pouvoient faire autre chose en faveur du sieur Cotterel que ce qu'ils avoient fait par leur délibération de 1752, même en adoptant tout ce qu'il lui avoit plu d'imaginer. L'administration qui leur est confiée, ne leur donne d'autres titres que ceux de dépositaires & d'économes : obligés par devoir de veiller avec la plus scrupuleuse exactitude aux intérêts des Actionnaires, il ne leur est permis de faire aucune largesse ; & si des circonstances importantes les autorisent à distribuer des récompenses, les bornes dans lesquelles leur pouvoir est

resserré, leur laissent toujours un intervalle immense entre les services rendus & le prix qu'ils y mettent.

Et sans cela, sans cette sage économie qui leur est ordonnée, que deviendrait la Compagnie des Indes, cette société politique des sujets du Roi, formée par l'Etat & pour l'Etat? Si sur des prétextes aussi frivoles que le sont ceux du sieur Cotterel, les Syndics & Directeurs se permettoient d'accorder, on ne dit pas des sommes exorbitantes telles que celles auxquelles il a conclu, mais les plus légères récompenses, il est évident que les fonds de la Compagnie ne pourroient jamais suffire aux demandes qu'on verroit aussi-tôt éclore. Tous les Officiers qui ont servi la Compagnie, tous ceux qu'elle emploie encore, les Matelots mêmes, & jusqu'au dernier de ses Employés, tous aspireroient à des *indemnités*, à des *partages*, à des *récompenses*. Il leur suffiroit de faire l'histoire de leur vie, pour se former des titres de créances. On en trouveroit même aisément dans le nombre, qui fourniroient à l'amusement public des événemens plus intéressans & plus critiques que ceux du sieur Cotterel. A son exemple ils mesureroient la dette de la Compagnie sur les dangers qu'ils auroient courus. Mais où la Compagnie trouveroit-elle de quoi payer tant de services?

Il est pourtant des récompenses qu'elle peut donner à ceux qui ont été dans le cas d'en mériter. Son administration renferme différens emplois

subordonnés les uns aux autres , soit du côté de la considération qui y est attachée , soit du côté des facilités plus ou moins grandes qu'on y trouve d'accroître sa fortune. On mérite les uns en servant avec zèle , & avec distinction dans les autres. Voilà les récompenses qu'elle peut donner , & le sieur Cotterel en a reçu lui-même dans ce genre. De grade en grade , il étoit parvenu en 1743 à être *sous-Marchand* , emploi aussi utile qu'honorable , & qui donne le premier rang après les Officiers du Conseil supérieur , & il ne tenoit qu'à lui de mériter quelque place plus importante , en demeurant attaché plus long-tems au service de la Compagnie.

Que le sieur Cotterel cesse donc enfin de se plaindre , & qu'il rende aux Syndics & Directeurs de la Compagnie des Indes la justice qui leur est dûe. Il les eut trouvés disposés à adopter toutes les prétentions , s'il avoit pû parvenir à les leur faire trouver justes. Et quelle raison en effet auroient-ils eu de le traiter avec la rigueur dont il se plaint ! La cause de la Compagnie des Indes n'est la leur , que parce qu'ils sont chargés de la défendre ; aucun intérêt personnel ne les séduit ; ils ne veulent enfin que ce qui est juste , & l'on ne peut pas même les soupçonner de vouloir autre chose. La délibération de 1752 a été le fruit de ces vûes équitables. C'est dans le même esprit qu'ils ont pris en 1756 la nouvelle délibération dont on a rendu compte. Ils ne cherchoient qu'à acquérir des preuves qui leur permissent de traiter le sieur Cotterel suivant ses desirs.

mais sa précipitation & son impatience a fait enfin éclore des preuves toutes contraires. Elles se présentent même avec une telle évidence, qu'on attendroit désormais, sans objet, de nouveaux éclaircissemens pour statuer sur ses demandes ; & les Syndics & Directeurs ne pourroient y acquiescer, sans trahir le ministère qui leur est confié, sans violer le dépôt dont ils sont comptables envers l'Etat même.

Signés, le Comte de GUERCHY, COLABAU, DELAISTRE, CASAUBON, *Syndics*. SAINTARD, GODEHEU, DAVID, CLAESSEN, MICHEL, GILLY, ROTH, *Directeurs*.

LE CONSEIL soussigné, qui a vû les Mémoires respectifs du sieur Cotterel & de la Compagnie des Indes,

Estime que d'après les raisons établies dans le Mémoire de la Compagnie, le sieur Cotterel est absolument mal fondé dans tous les chefs de demande qu'il a formés contre elle.

Il est d'abord évident qu'aucun des motifs d'indemnité qu'il propose ne peut être écouté, & qu'il s'appuie en vain de la disposition des articles 11 & 21 de l'Ordonnance de la Marine, livre 3, titre 4. En effet, relativement aux frais de la maladie qu'il prétend avoir gagnée dans son voyage d'Ingeli en 1737, il est certain qu'il ne peut tirer aucune induction qui lui soit favorable de la disposition de l'Ordonnance. Il est convenu lui-même qu'il n'étoit point alors engagé au service de la Compagnie : son voyage avoit pour objet une commission dont il s'étoit chargé moyennant un prix convenu. Or le prix de cette espèce de mandat, ou plutôt de ce forfait, renfermoit essentiellement l'indemnité des dangers auxquels il s'exposoit, & des accidens qui pourroient lui arriver. Ce point de droit est porté dans le Mémoire de la Compagnie jusqu'à la démonstration. Ecartons donc d'abord la disposition de l'Ordonnance, qui décide que *le Matelot ou l'Officier qui sera blessé au service du navire, ou qui tombera malade, doit être pansé aux dépens du navire.* Le sieur Cotterel ne

peut s'appliquer une loi qui n'a été faite qu'en faveur des personnes qui composent l'équipage , puisqu'il est prouvé qu'il n'en faisoit point partie.

Mais certe disposition de l'Ordonnance de 1681 paroîtroit s'appliquer plus naturellement aux blessures qu'il reçut dans la rade de Moka , & qu'il présente comme un assassinat. Il prétend avoir sauvé le vaisseau le Maure , dont un Matelot avoit formé le dessein de s'emparer , en poursuivant cet assassin , & l'obligeant de se précipiter à la mer. Si l'on retranche de ce récit tout ce qui n'est ni vrai ni vraisemblable , il restera un seul fait , savoir , que le sieur Cotterel a été blessé par un Matelot qu'une dose trop forte d'opium avoit fait tomber dans un accès de frénésie. Plusieurs personnes de l'équipage eurent le même sort , & aucune ne fonda sur cela un motif d'indemnité. Les blessés furent pansés & médicamentés gratuitement par les Chirurgiens aux gages de la Compagnie , & le sieur Cotterel fut de ce nombre ; c'est tout ce qu'il pouvoit exiger alors en vertu de la disposition de l'Ordonnance , qui pour ces sortes d'accidens n'accorde point d'indemnité. Les présens qu'il dit avoir fait au Chirurgien , & dont il pouvoit se dispenser , sont des marques de sa reconnaissance , dont la Compagnie ne lui doit aucun compte.

Enfin dans son voyage d'Yanaon , entrepris pour sauver les effets de la Compagnie , son port permis , dit-il , a été pillé , d'où il conclut qu'il lui

est dû à cet égard une indemnité , suivant l'art. 7 du titre 8 de l'Ordonnance : sur ce fait il ne produit aucune preuve de quelque nature que ce soit. On doit dire la même chose de tous les autres faits qu'il avance. Il donne pour garands de leur vérité des certificats qui leur sont tous postérieurs de 15 à 18 ans. Ce genre de preuve qu'il est toujours aisé de se procurer , & souvent de surprendre , est reprouvé par toutes les loix , & dès-là n'est admis dans aucun Tribunal.

Ainsi quand l'application que se fait le sieur Cotterel des dispositions de l'Ordonnance seroit juste en elle-même autant qu'elle est démontrée fautive , cette loi ne lui offrirait que d'impuissans moyens , puisqu'elle est toujours relative à des faits prouvés & constans ; or ceux qu'allègue le sieur Cotterel ne sont pas même vraisemblables.

A la suite des indemnités demandées par le sieur Cotterel , vient l'article des récompenses qu'il prétend lui être dûes *pour avoir défendu Pondichery , où il étoit employé en qualité de sous-Marchand & d'Inspecteur de l'Hôpital ; pour avoir conduit le bot le Janson au travers des dangers de la mer & des ennemis , ce que tout autre eut fait comme lui ; pour avoir contribué plus que personne à la prise de Madras , dont l'honneur appartient au sieur de la Bourdonnais & aux troupes qui étoient sous ses ordres ; enfin pour avoir eu la direction du parc d'artillerie formé devant cette place , tandis que le Comte de Rostaing , qui y commandoit , a déclaré ne l'avoir*
jamais

jamais employé , & que le sieur des Forges Boucher , en qualité d'Ingenieur en chef , qui présidoit seul aux opérations , ne paroît pas avoir chargé le sieur Cotterel d'aucune fonction dans cette partie.

Il suffiroit donc , pour écarter ce chef de demande , de faire attention que le sieur Cotterel s'attribue ici faussement & contre toute vraisemblance , l'honneur d'une expédition qu'il auroit en tout cas partagée avec 200 Officiers subalternes comme lui ; la Compagnie en le faisant passer successivement par différens grades , s'est acquittée suffisamment avec lui , & ne lui doit constamment aucune récompense extraordinaire. Le Conseil de Pondichery atteste lui-même , que *le sieur Cotterel n'a rien fait pour la Compagnie que ce que tout autre Employé auroit fait en sa place*. Conséquemment il n'est dans le cas de solliciter aucune récompense , & beaucoup moins encore d'en exiger.

Le partage de droit qui forme le troisième objet de son Mémoire , est une suite , selon lui , de la prise & de la recousse du vaisseau *la Princesse Amélie* , due à ses conseils & à son zèle.

Il avance d'abord que la prise du vaisseau est due à ses conseils & au projet qu'il a donné ; c'est sur ce fondement qu'il demande le tiers du montant de sa cargaison ; mais 1° l'Ordonnance , qui accorde le tiers de la cargaison à ceux qui ont réellement contribué à la prise du vaisseau , c'est-à-dire , comme elle s'exprime elle-même , *aux Officiers , Matelots & Soldats* , ne peut être étendue

à ceux qui n'ont donné que leurs avis , & qui ne faisoient point partie de l'équipage : 2° le sieur Cotterel ne justifie par aucune preuve , quelle qu'elle soit , que ce fut lui qui proposa le stratagème qu'on mit en usage pour attirer *la Princesse Amélie* sous le canon de Madras : 3° par les lettres du sieur Despremenil, qui commandoit dans la place, & de quelques autres Officiers , il est fait mention de ceux qui ont contribué à la prise de ce vaisseau, de ceux mêmes qui n'ont fourni que leurs conseils ; cependant loin que ces lettres attribuent la prise de ce vaisseau au sieur Cotterel , elles ne font pas même mention de lui.

Ce même vaisseau ayant été emporté d'un coup de vent jusques dans la rade de S. Thomé , le sieur Cotterel reçut , dit-il , ordre de se rendre de Paliacate à Madras. L'objet de son rappel fut de l'envoyer au secours du vaisseau qui se trouvoit en danger d'être pris par les ennemis ou de périr par la mer. Le Conseil de Madras , par une délibération dont il rapporte une copie informe , s'obligea de nourrir sa fille & de l'établir , s'il venoit à périr dans l'entreprise. C'est donc pour avoir secouru ce vaisseau que le sieur Cotterel demande le tiers de la cargaison , qu'il fait monter à plus de deux millions.

Dans le fait , la délibération qu'il rapporte ne dit rien du danger auquel le vaisseau étoit exposé ; on n'y trouve pas un mot ni du coup de vent , ni de la tempête , ni de la perte de ses mats & du

gouvernail , ni par conféquent du péril exceffif qu'il y avoit à ramener ce bâtiment. Il y a plus , rien ne prouve que cette délibération existe fur les registres du Conseil de Madras ; dès-là elle ne peut que paroître infiniment fufpecte. Le certificat que le fieur Cotterel s'est fait donner par un *Capucin* , ne peut servir à constater l'existence de cette pièce. Enfin la cargaison de *la Princeffe Amélie* n'étoit rien moins que ce qu'on l'a fait ; il réfulte des livres de la Compagnie qu'elle ne montoit qu'à 84195 liv. 7 f. 3 d.

Dans le droit , l'Ordonnance n'accorde que le partage des effets *naufragés* , & non de ceux dont on craint feulement le naufrage ; c'est à ceux qui , fans être obligés par les fonctions de leur état à les retirer , consentent néanmoins à s'exposer aux dangers de le faire , que la loi accorde le tiers des effets sauvés ; or le fieur Cotterel n'est à nul égard dans le cas de la disposition de l'Ordonnance. Il réfulte en effet , de son propre aveu , qu'on ne faisoit qu'appréhender le naufrage de *la Princeffe Amélie* & de sa cargaison ; conféquemment il n'a point sauvé des effets submergés. D'un autre côté , ce qu'il a fait étoit une fuite des devoirs de sa place : le Capitaine du port est obligé par état de fecourir tous les vaisseaux qui se trouvent en danger dans la rade , ou qu'un coup de vent en a emportés ; or il seroit ridicule de prétendre qu'un homme qui se trouve aux gages des propriétaires d'un vaisseau , pût exiger le tiers de sa cargaison , pour avoir fuiyi

les ordres qu'il a reçus. Le sieur Cotterel fait donc violence à la disposition de la loi , en l'appliquant à un cas évidemment différent de celui qu'elle a prévu. Ces raisonnemens , qu'on ne fait qu'indiquer ici , sont développés dans le Mémoire de la Compagnie , avec l'étendue qui convenoit , & avec cette force & cette solidité qui suit nécessairement la conviction.

Ainsi des trois objets de demande du sieur Cotterel , il n'y en a pas un seul qui ait le plus léger fondement. Tout son Mémoire se réduit à avancer des faits sans preuves ou démentis par des preuves contraires , & à faire une application le plus souvent à contresens des dispositions de l'Ordonnance à ces faits qu'il suppose , mais dont il ne justifie jamais.

Délibéré à Paris le 5 Mars 1759.

BARRAU DESROCHERS.

